



Session 3: Les Processus et les Pratiques de la Budgétisation et de l'Approvisionnement

**Raymond Gilpin, doctorat en philosophie (Ph.D.)
Doyen académique**

Approches à la budgétisation du secteur de sécurité

- Budgétisation par reconduction
- Budgétisation à base zéro
- Systèmes de planification, de programmation et de budgétisation (SPPB)
- Cadres de dépenses à moyen terme (CDMT)



Le Cycle du Budget et le Secteur de Sécurité

Phase du Cycle du Budget	Pratique Internationale	Est-ce qu'on traite différemment la défense?
La Planification et la Formulation de Budget	On développe les stratégies du secteur basées sur les estimations de dépenses, la concurrence sectorielle et l'examen par le bureau du budget, avec des options pour des fonds de contingence.	Le secret peut causer des pratiques différentes d'évaluation et de formulation, et la pratique peut varier d'une manière importante de la stratégie annuelle.
L'Examen Législatif	Tous les éléments sont sujets à un examen égal et détaillé qui permet à la législature de vérifier le budget du pouvoir exécutif	Le secret limite l'examen, surtout dans les pays précaires et répressifs.
La Mise en Oeuvre du Budget	On libère des fonds en conformité avec les crédits avec des règles claires pour des insuffisances.	La mise en oeuvre du budget obéit parfois à une procédure spécifique, comme par exemple, des subventions globales, des comptes séquestres et un reportage incomplet
La Surveillance et le Reportage	On rapporte les dépenses au bureau de comptabilité et à la législature y compris les rapports financiers et opérationnels annuels.	Le reportage de dépenses et les rapports financiers ne sont pas différents pour la défense, mais les rapports opérationnels sont influencés par le besoin de secret
La Vérification Externe	Toutes les dépenses sont sujettes à une vérification externe, mise en oeuvre ou dirigée par la législature.	Les vérifications peuvent être fermées ou affaiblies par le besoin de secret, mais dans certains cas, on les remplace par des vérifications internes solides



Les Principes de Saine Budgétisation dans le Secteur de Sécurité

- La Contestabilité: Tous les départements doivent pouvoir concourir et justifier leurs demandes.
- L'Exhaustivité: Il faut inclure toutes les dépenses.
- La Prévisibilité: Tous les participants devraient comprendre un cadre fiable
- L'Intégrité: Les projections budgétaires doivent être impartiales et refléter les vrais prix / les variables
- La Flexibilité: Les planificateurs et les praticiens devraient pouvoir répondre à un environnement dynamique.



Que sont les EDP?

Définition:

Les Examens des Dépenses Publiques (EDP) sont des instruments analytiques qui examinent les allocations des ressources gouvernementales dans et parmi les secteurs, évaluent l'équité, l'efficacité et l'efficacé de ces allocations dans le contexte du cadre macroéconomique et les priorités sectorielles d'un pays.

La Sécurisation du Développement, Groupe de la Banque Mondiale, 2017, P. 7



Les Raisons pour les EDP

- La Stabilité Fiscale et l'Accessibilité
- L'Effizienz d'Allocation
- L'Effizienz et l'Efficacité Opérationnelles
- La Transparence Fiscale et la Responsabilité
- Reportage sur l'Aide Extérieure

La Sécurisation du Développement, Groupe de la Banque Mondiale, 2017, P. 11-12



Les Notes: l'Allocation des Ressources

	La Transparence du Budget	L'Examen du Budget	La Participation Parlementaire	La Note Globale
L'Angola	-	-	-	Pas de données
Le Botswana	1	1	2	E
Les Comores	1	1	1	E
Le Lesotho	-	-	-	Pas de données
Le Madagascar	1	1	1	E
Le Malawi	0	2	1	E
La Mozambique	1	1	1	E
La Namibie	2	2	2	D
Les Seychelles	-	-	-	Pas de données
L'Afrique du Sud	3	3	2	D
Le Swaziland	0	0	0	E
La Zambie	0	1	1	E

* Scores Numériques sur 4 points possibles, où 4 veut dire fort

** Notes A-F, y compris E

Source: Indice sur Défense de Transparency International



Les Exemples: L'Allocation des Ressources

- L'Ouganda: Les dépenses pour des avions de chasse (740 millions de dollars) n'étaient pas comprises dans le budget
 - www.defenseweb.co.za (mai 2011)
- L'Angola: Une augmentation importante dans le budget du secteur de sécurité
 - www.afrika.no (janvier 2013)
- L'Afrique: “Resource Allocation and Military Budgetary Politics in Sub-Saharan Africa” [L'Allocation des ressources et les politiques de la budgétisation militaire en Afrique subsaharienne] par Andrew Dowdle (mai 2010) *en anglais*



Les Notes: L'Utilisation des Ressources

	La transparence de l'approvisionnement	La Révélation des Achats	Les soldats fantômes	Les Sanctions contre la corruption
L'Angola	-	-	-	Pas de données
Le Botswana	2	0	1	2
Les Comores	0	0	1	2
Le Lesotho	-	-	-	Pas de données
Le Madagascar	0	0	2	2
Le Malawi	2	0	2	2
La Mozambique	1	1	2	2
La Namibie	2	0	3	2
Les Seychelles	-	-	-	Pas de données
L'Afrique du Sud	2	1	2	2
Le Swaziland	0	0	2	2
La Zambie	1	0	2	2



Des Exemples: L'Utilisation des Ressources

- Le Nigéria: Les dépenses pour le groupe de travail conjoint anti-insurrectionnel sont 10 fois plus grandes que le budget.
 - www.nigerianpilot.com (juin 2013)
- L'Afrique du Sud: La corruption dans le secteur de défense reçoit une plus grande attention.
 - www.issafrica.org (février 2013)
- Le Swaziland: Une vente secrète d'armes inquiète les gens
 - www.african-defense.com (mars 2013)



Les Notes: La Surveillance des Ressources

	Les institutions contre la corruption	Les mécanismes du survol	La classification des renseignements	La transparence des poursuites
L'Angola	-	-	-	Pas de données
Le Botswana	1	0	2	2
Les Comores	2	0	0	2
Le Lesotho	-	-	-	Pas de données
Le Madagascar	1	0	0	2
Le Malawi	2	1	2	0
La Mozambique	1	1	2	1
La Namibie	2	0	2	1
Les Seychelles	-	-	-	Pas de données
L'Afrique du Sud	2	2	2	2
Le Swaziland	1	0	0	0
La Zambie	1	1	2	1



Des Exemples: La Surveillance des Ressources

- Le Ghana: Le comité de défense dans le parlement est inactif et mal équipé
 - Le dossier de sécurité du Centre d'Études stratégiques sur l'Afrique (janvier 2012)
- Le Kenya: Une mauvaise performance par les vérificateurs publics dans le suivi des dépenses de défense
 - www.allafrica.com (mars 2013)
- La Tanzanie: On a établi un comité parlementaire de défense distinct seulement en 2013
 - www.allafrica-com (avril 2013)



Des Défis

- La dépendance des trajectoires domestiques
- La légitimité contestée de l'état
- Le secret et la sécurité nationale
- Le coût élevé de la dénonciation
- Les Difficultés avec des acteurs externes
- Il faut du temps pour établir des institutions robustes



Questions?





**Centre d'Études stratégiques sur
l'Afrique**

AfricaCenter.org